



Assemblée générale

Distr. générale
2 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 70 b) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Les personnes disparues

Rapport du Secrétaire général

Rectificatif

Paragraphe 49

Remplacer le texte du paragraphe par le libellé suivant :

49. Si les cas de personnes disparues impliquent parfois des comportements réprimés par le droit pénal, en cas de disparition forcée, il y a nécessairement infraction pénale, voire crime de guerre ou crime contre l'humanité. Le droit international fait clairement obligation aux États d'enquêter sur les actes de cette nature et d'en poursuivre les auteurs. De plus, les enquêtes et poursuites pénales peuvent aider les victimes à exercer leur droit à la vérité si les résultats sont communiqués aux parties intéressées. Pour que des enquêtes et des poursuites efficaces puissent être menées, il faut que les violations des normes applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme soient criminalisées dans le droit interne des États et que les dispositifs d'enquête et mécanismes judiciaires voulus soient mis en place.

